

dans le grade de géologue général, conformément aux dispositions du décret susvisé n° 97-983 du 26 mai 1997.

Art. 2. – Le nombre de postes à pourvoir est fixé à un (01).

Art. 3. – La date de la réunion du jury de l'examen professionnel susvisé est fixée au 9 décembre 1999 et jours suivants.

Art. 4. – La date de clôture de la liste d'inscription des candidatures est fixée au 9 novembre 1999.

Tunis, le 26 octobre 1999.

Le Ministre de l'Agriculture

Sadok Rabeh

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2329 du 18 octobre 1999.

Madame Monia Tebourski, épouse Néji, est chargée des fonctions de chef de service des programmes spéciaux à la direction générale de l'emploi et de l'émigration relevant du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi.

Par décret n° 99-2330 du 18 octobre 1999.

Mademoiselle Bargui Raja, analyste, est chargée des fonctions de chef de service des enquêtes à la direction générale de l'emploi et de l'émigration relevant du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi.

Par décret n° 99-2331 du 18 octobre 1999.

Monsieur Othmen Mahmoudi, ingénieur principal, est chargé des fonctions de chef de service des politiques régionales à la direction générale de l'emploi et de l'émigration relevant du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi.

Arrêté du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi du 20 octobre 1999, portant approbation du manuel de procédures des services de la direction générale de l'emploi et de l'émigration au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi.

Le ministre de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu le décret n° 90-875 du 25 mai 1990, fixant les attributions du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu le décret n° 90-1297 du 17 août 1990, portant organisation du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996, fixant le contenu des plans de mise à niveau de l'administration, leur préparation, leur réalisation et leur suivi,

Vu l'arrêté du 21 mai 1996, fixant le plan de mise à niveau du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, tel que modifié par l'arrêté du 19 décembre 1998,

Vu la circulaire n° 8 du 9 février 1996, fixant les modalités pratiques de préparation des plans de mise à niveau des ministères créés par le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996,

Vu le manuel de procédures des services de la direction générale de l'emploi et de l'émigration,

Arrête :

Article premier. – Le manuel de procédures de la direction générale de l'emploi et de l'émigration est approuvé.

Art. 2. – Les services concernés sont chargés de l'application du présent manuel.

Art. 3. – Le directeur général de l'emploi et de l'émigration est chargé, s'il s'avère nécessaire, de l'actualisation du présent manuel.

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 20 octobre 1999.

*Le Ministre de la Formation Professionnelle
et de l'Emploi*

Moncer Rouissi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décret n° 99-2332 du 18 octobre 1999, portant création d'un établissement public.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la santé publique,

Vu les articles 34 et 35 de la constitution,

Vu la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire et notamment son article 10,

Vu le décret n° 81-1634 du 30 novembre 1981, portant règlement général intérieur des hôpitaux, instituts et centres spécialisés relevant du ministère de la santé publique,

Vu le décret n° 92-884 du 11 mai 1992, fixant les critères de classement des structures sanitaires publiques,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Il est créé un établissement public à caractère administratif dénommé "hôpital de circonscription de Bouficha".

Cet établissement est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Son budget est rattaché pour

ordre au budget général de l'Etat. Il est soumis à la tutelle du ministère de la santé publique.

Art. 2. – Les ministres de la santé publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 octobre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2333 du 18 octobre 1999, portant création de deux établissements publics.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la santé publique,

Vu les articles 34 et 35 de la constitution,

Vu la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire et notamment son article 10,

Vu le décret n° 81-1634 du 30 novembre 1981, portant règlement général intérieur des hôpitaux, instituts et centres spécialisés relevant du ministère de la santé publique,

Vu le décret n° 92-884 du 11 mai 1992, fixant les critères de classement des structures sanitaires publiques,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Sont créés, les établissements publics à caractère administratif suivants :

1 – hôpital régional de l'Ariana,

2 – hôpital de circonscription de Foussana.

Ces établissements sont dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Leurs budgets sont rattachés pour ordre au budget général de l'Etat. Ils sont soumis à la tutelle du ministère de la santé publique.

Art. 2. – Les ministres de la santé publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 octobre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2334 du 18 octobre 1999.

Le Dr. Ben Slama Claude, maître de conférences agrégé hospitalo-universitaire en médecine, est chargée des fonctions de chef de service hospitalo-universitaire à l'institut national de nutrition et de technologie alimentaire (Sce. des maladies alimentaires "B").

Par décret n° 99-2335 du 18 octobre 1999.

Le Dr. Louati Mohamed, médecin de la santé publique, est chargé des fonctions de chef de service hospitalo-sanitaire à l'hôpital de Béni Khalled (Sce. de médecine).

Par décret n° 99-2336 du 18 octobre 1999.

Le Dr. Jouini Abdellatif, médecin spécialiste de la santé publique, est chargé des fonctions de chef de service hospitalo-sanitaire à l'hôpital de Jendouba (Sce. d'O.R.L.).

Par décret n° 99-2337 du 18 octobre 1999.

Monsieur Khalfa Khaled, pharmacien de la santé publique, est chargé des fonctions de chef de service hospitalier à l'hôpital de Béja (Sce. de la pharmacie).

Par décret n° 99-2338 du 18 octobre 1999.

Le Dr. Hédhili Ali, médecin des hôpitaux, est chargé des fonctions de chef de service hospitalier à l'hôpital d'El Jem (Sce. de chirurgie).

Par décret n° 99-2339 du 20 octobre 1999.

Monsieur Salah El Kamel, professeur d'enseignement paramédical, est chargé des fonctions de chef de service des soins à l'hôpital Sahloul de Sousse au ministère de la santé publique.

Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 1999, portant approbation du manuel des procédures de gestion des affaires de la tutelle des hôpitaux.

Le ministre de la santé publique,

Vu la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire,

Vu le décret n° 74-1064 du 28 novembre 1974, relatif à la définition de la mission et des attributions du ministère de la santé publique,

Vu le décret n° 81-793 du 9 juin 1981, portant organisation des services de l'administration centrale du ministère de la santé publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 98-470 du 23 février 1998,

Vu le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996, fixant le contenu des plans de mise à niveau de l'administration et les modalités de leur élaboration, réalisation et suivi,

Vu l'arrêté du 15 mai 1996, fixant le plan de mise à niveau du ministère de la santé publique, tel que modifié par l'arrêté du 29 octobre 1997 et notamment son tableau n° 3,

Vu la circulaire n° 8 du 9 février 1996, fixant les modalités pratiques que chaque département est appelé à prendre pour la préparation de son plan de mise à niveau et notamment son point 11,

Vu le manuel des procédures de gestion des affaires de la tutelle des hôpitaux,

Arrête :

Article premier. – Est approuvé, le manuel des procédures de gestion des affaires de la tutelle des hôpitaux.

Art. 2. – L'ensemble des services concernés sont chargés de l'application du contenu de ce manuel.

Art. 3. – Le directeur de l'unité de l'informatique, organisation et méthodes est chargé de la mise à jour de ce manuel, chaque fois que c'est nécessaire, après coordination avec les parties concernées.